

Point de Presse du Conseil d'Etat

10 avril 2013

La version Internet fait foi

M. Charles Beer, président du Conseil d'Etat

M. David Hiler, vice-président

M. François Longchamp, conseiller d'Etat

Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat

Sommaire

Genève-Confédération	4
Accueil mitigé à la révision partielle de la loi sur les douanes	4
Oui à l'installation facilitée de panneaux solaires sur les bâtiments	5
Genève	6
Transfert d'actifs immobiliers en faveur de la CIA	6
Augmentation des demandes de retraite anticipée (PLEND)	7
Assurances dites « scolaires » : modification de la loi sur l'instruction publique.....	8
Vacances scolaires 2015-2016.....	8
Université de Genève : comptes 2012 approuvés.....	9
Aide financière en faveur de l'Institut supérieur de formation bancaire	9
Indexation des redevances d'amarrage, de dépôt des bateaux et d'installations sur les eaux publiques	9
Modification de la liste hospitalière cantonale genevoise	10
Prostitution, salons de massages et agences d'escorte : modifications du règlement.....	10
Meyrin : expropriation de servitudes croisées.....	11
Nouveau potentiel de logements à Bardonnex	11
Plan-les-Ouates : approbation du plan directeur des chemins pour piétons	12
Veyrier : la mobilité du futur quartier des Grands-Esserts en cours d'analyse	12
Adoption des plans généraux d'évacuation des eaux de Puplinge et de Céligny	12
Céligny : élection tacite d'une conseillère municipale.....	13
Modalités de l'élection complémentaire d'un adjoint dans la commune d'Aire-la-Ville.....	13
Agenda des invitations à la presse	14

Genève-Confédération

Accueil mitigé à la révision partielle de la loi sur les douanes

Le Conseil d'Etat a fait part de diverses remarques sur le [projet de révision partielle de la loi du 18 mars 2005 sur les douanes \(LD\)](#), mis en consultation par le Département fédéral des finances.

La Confédération propose de réviser cette loi entrée en vigueur le 1^{er} mai 2007. Le gouvernement genevois n'est pas favorable à l'adaptation des dispositions relatives aux entrepôts douaniers, car celle-ci est de nature à entraîner des charges administratives supplémentaires pour ces entrepôts et leurs clients et à accroître la charge fiscale de certains déposants. De tels effets nuisent à la compétitivité de ces entrepôts par rapport à des concurrents situés à nos frontières. Par ailleurs, selon le Conseil d'Etat, les motifs avancés par la Confédération – à savoir lutter contre diverses fraudes – ne sont pas convaincants. Le système actuel est le résultat d'un compromis passé entre les intérêts des entrepôts douaniers et de l'économie d'une part, et ceux de la Confédération, d'autre part. Il se trouve que cette dernière – probablement pour des raisons de coûts – ne procède pas aux contrôles prévus par la législation et n'entend pas s'en donner les moyens. Déplorant certains abus, elle suggère, non pas de modifier ses pratiques, mais de supprimer la possibilité offerte aujourd'hui aux entrepôts douaniers, cela aux dépens de l'économie cantonale. Il s'ajoute que la solution proposée pourrait être aisément contournée et n'est donc pas propre à atteindre le but souhaité.

Le Conseil d'Etat s'oppose également à la « précision » du régime de prise en charge des tâches policières cantonales par l'administration des douanes. Le rapport explicatif prévoit que les conventions passées entre les cantons et la Confédération portent toutes sur des tâches qui seraient comprises dans les limites prévues dans le nouveau droit et que les conséquences seraient « extrêmement limitées ». Les explications du rapport critiquent la « confusion » du système actuel, mais n'apportent pas elles-mêmes la clarté souhaitée. La formulation actuelle de l'article 96 de la loi sur les douanes permet aujourd'hui une collaboration souple en partenariat avec la Confédération. La nouvelle formulation de l'article 97 – qui semble restrictive – est propre à la rendre plus difficile. Le Conseil d'Etat invite la Confédération à ne rien modifier jusqu'à l'élaboration d'un système abouti.

Enfin, le Conseil d'Etat ne s'oppose pas à l'abrogation de la disposition prévoyant un effectif minimal du Corps des gardes-frontière. Comme le relève le rapport explicatif il n'est pas possible de calculer exactement l'effectif minimal nécessaire pour assurer la sauvegarde de la sécurité des frontières. C'est l'efficacité qui est déterminante. Il reste que les efforts de la Confédération et leurs résultats devraient faire l'objet d'une évaluation régulière et que celle-ci devrait être prévue en lieu et place du texte abrogé.

*Pour toute information complémentaire : M. Frédéric Scheidegger, secrétaire général adjoint, DS,
☎ 022 327 92 09.*

Oui à l'installation facilitée de panneaux solaires sur les bâtiments

Le Conseil d'Etat a répondu positivement à une consultation du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) concernant une [révision de l'ordonnance sur la procédure d'approbation des plans d'installations électriques \(OPIE\)](#). Il est proposé qu'à l'avenir des installations de production électrique de faible puissance puissent être réalisées sans l'approbation de l'inspection fédérale des installations à courant fort.

Dans sa réponse, le Conseil d'Etat salue les mesures proposées par la Confédération, qui faciliteront en particulier la réalisation d'installations photovoltaïques sur les bâtiments.

Le gouvernement genevois précise également que la clarification et l'accélération des procédures, également proposées, ne doivent pas empêcher la consultation des services cantonaux, en particulier lorsque l'on se trouve dans des zones protégées ou en présence d'un patrimoine bâti ou naturel digne de protection.

Pour toute information complémentaire : M. Olivier Epelly, directeur général de l'office cantonal de l'énergie, DS, ☎ 022 327 93 64.

Transfert d'actifs immobiliers en faveur de la CIA

Le Conseil d'Etat a décidé de transférer une liste d'actifs immobiliers en faveur de la Caisse de prévoyance du personnel enseignant de l'instruction publique et des fonctionnaires de l'administration du canton de Genève (CIA). Ce transfert d'actifs porte principalement sur des terrains et des immeubles situés en zone de développement avec un fort potentiel de logements à construire et pour lesquels des projets d'urbanisation existent ou sont envisageables à moyen terme, notamment dans les secteurs de La Chapelle-Les Sciers (Lancy – Plan-les-Ouates) et des Grands-Esserts (Veyrier).

En transférant ces biens à la CIA, l'Etat s'assure la participation dans ces secteurs importants d'un investisseur réputé pour sa maîtrise des processus de développement de programmes de logements et pour ses pratiques éthiques en matière locative. L'opération permettra donc de favoriser et d'accélérer la production de logements de qualité dans ces secteurs, dans l'intérêt de toutes les catégories d'habitants et dans le cadre d'une pratique d'investissement durable de l'épargne-retraite des collaborateurs de l'Etat. Précisons que ces transferts d'actifs ne modifient en rien les accords déjà convenus avec les différentes parties en matière d'urbanisation.

Ce transfert d'actifs correspond en outre à un engagement pris par le Conseil d'Etat en juin 2012, dans le cadre de l'examen par la commission des finances du [projet de loi 10847 instituant la caisse de prévoyance de l'Etat de Genève](#). Après évaluation externe de la valeur des actifs considérés, l'opération entraînera, dans les comptes 2013 de l'Etat de Genève, une économie de 81 millions de francs par rapport aux 763 millions de francs provisionnés dans les comptes 2012 au titre de la recapitalisation de la CIA.

Pour toute information complémentaire : M. François Longchamp, conseiller d'Etat, en contactant M. Bernard Favre, secrétaire général adjoint, DU, ☎ 079 215 80 58.

Augmentation des demandes de retraite anticipée (PLEND)

En 2013, le nombre de collaborateurs et collaboratrices ayant exprimé leur souhait de bénéficier des mesures d'encouragement à la retraite anticipée (PLEND) a nettement augmenté. Il dépasse celui de l'année 2010, marquée par le relèvement, dès le 1^{er} janvier 2011, de l'âge minimum de retraite anticipée de 55 à 58 ans imposé par le droit fédéral.

	2009	2010	2011	2012	2013
Etat					
Personnel administratif et technique	112	187	81	105	294
Personnel enseignant	129	231	90	123	331
Total Etat	241	418	171	228	625
Autres entités					
HUG	87	196	106	97	314
Hospice général	9	16	21	13	20
HES	7	20	15	9	33
Université	24	61	29	17	75
IMAD	25	58	20	30	39
Total entités	152	351	191	166	481
Total général	393	769	362	394	1106

Le nombre total des demandes déposées (1106) représente un tiers du nombre des collaborateurs-trices remplissant les conditions du PLEND et donc potentiellement susceptibles de souhaiter en bénéficier (3218).

S'agissant du département de l'instruction publique, de la culture et du sport (DIP), 331 enseignant-e-s ont demandé à partir en retraite anticipée, la plus forte demande enregistrée pour le DIP, qui représente plus de la moitié des demandes totales de l'Etat. Les départs se répartissent comme suit: 93 enseignant-e-s du primaire et 238 enseignant-e-s du secondaire, dont 73 au cycle d'orientation et 165 dans l'enseignement postobligatoire. A priori, c'est pour l'enseignement de l'allemand que les risques de pénurie seront les plus importants.

Pour rappel, le Conseil d'Etat avait décidé de prolonger jusqu'au 22 mars 2013 le délai permettant de formuler une demande de PLEND. Il s'agissait de permettre aux collaborateurs-trices d'attendre l'issue de la votation du 3 mars dernier sur la loi instituant la caisse de pension de l'Etat de Genève pour s'informer de la manière dont leurs conditions de retraite évolueraient au-delà de 2013. Sur ce plan, les mesures transitoires prévues dans la loi acceptée par le peuple en faveur des personnes proches de l'âge de la retraite étaient de nature à éviter un phénomène de demandes massives de PLEND.

En revanche, le Grand Conseil n'a malheureusement pas traité deux projets de loi déterminants pour l'avenir du pont-retraite. Ces projets sont toujours en suspens devant la commission des finances. Il s'agit du PL 10912 du Conseil d'Etat, déposé le 19 janvier 2012, qui vise à instituer un droit à la retraite anticipée tout

en réduisant la durée durant laquelle sont allouées les prestations, et du PL 11037, déposé le 29 octobre 2012 par des députés, qui préconise de supprimer le PLEND sans le remplacer par un autre système.

La grande incertitude engendrée par cette situation explique pour une bonne part l'augmentation des demandes de PLEND en 2013.

Au plan financier, l'impact de la mise à jour du nombre de PLEND induit une charge supplémentaire de 22 millions de francs pour l'Etat en 2013, dont il faut déduire un peu plus d'un million d'économies liées au délai de carence pour le remplacement des postes administratifs et techniques libérés et au fait que les nouveaux collaborateurs sont engagés avec des annuités plus basses que ceux qu'ils remplacent.

Pour toute information complémentaire : M. Roland Godel, secrétaire général adjoint, DF, ☎ 022 327 98 07.

Assurances dites « scolaires » : modification de la loi sur l'instruction publique

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de modification de la loi sur l'instruction publique (LIP).

Dans le cadre de l'art. 8A LIP, l'Etat, par le biais de son service des assurances, a conclu un contrat d'assurance accident dite « scolaire », ladite assurance étant complémentaire aux prestations des assureurs-maladie versées selon la [loi fédérale sur l'assurance-maladie du 18 mars 1994 \(LAMAL\)](#). Dans sa précédente teneur, l'alinéa 4 de l'art 8A LIP prévoyait que la prime était à la charge de l'élève et le service des assurances de l'Etat faisait dépendre la couverture d'assurance scolaire du paiement de la prime individuelle par l'élève/l'étudiant. Or, dans un rapport qu'elle a rendu le 18 février 2008, la Cour des comptes a estimé que la LIP imposait une couverture de tous les élèves/étudiants, qu'ils aient ou non payé la prime d'assurance.

Après avoir étudié les différents scénarii possibles, le DIP a décidé il y a deux ans que l'Etat prendrait en charge le paiement de la prime annuelle de 3 francs par élève. Cette solution permet de garantir que tous les élèves soient couverts par l'assurance-accident scolaire. Elle répond en cela à la recommandation de la Cour des comptes et n'engendre aucun coût en matière de gestion administrative (perception des cotisations, courriers de rappel, procédure de recouvrement, etc.).

Au vu de ce qui précède et afin de pérenniser cette situation, il convient de modifier l'article 8A al. 4 de la loi sur l'instruction publique, en ce que la prime d'assurance accident complémentaire est à la charge de l'Etat.

Cette assurance concerne les degrés primaires, secondaire I et II et tertiaire ne relevant pas des hautes écoles, à l'exception des élèves déjà assurés en vertu de la [loi fédérale sur l'assurance-accidents \(LAA\)](#), à savoir les apprentis duals ou inscrits dans une école de métiers.

Pour toute information complémentaire : Mme Anita Putzeys, juriste, DIP, ☎ 022 546 68 93.

Vacances scolaires 2015-2016

Le Conseil d'Etat a fixé le calendrier des vacances scolaires pour l'année scolaire 2015-2016.

Présenté à la Conférence de l'instruction publique, composée des représentants des parents, des autorités communales, des partis politiques, des milieux patronaux, des associations d'employés, des enseignants et des autorités scolaires, ce calendrier vise le meilleur équilibre possible des temps d'enseignement et la coordination avec les autres cantons romands.

Les dates sont disponibles sur le site Internet du département de l'instruction publique, de la culture et du sport à l'adresse www.ge.ch/dip.

Pour toute information complémentaire : M. Claude Goldschmid, secrétaire général adjoint, DIP, ☎ 022 546 69 27.

Université de Genève : comptes 2012 approuvés

Le Conseil d'Etat a approuvé les comptes 2012 de l'Université de Genève. Ces comptes présentent des charges de 775 millions de francs pour 804,7 millions de francs de produits, dont 389,5 millions d'indemnités cantonales monétaire et non-monétaire. L'exercice aboutit à un excédent de produits de 29,7 millions, essentiellement dû au résultat financier sur les gains latents du portefeuille mobilier et sur les immeubles des placements. Ce résultat couvre l'ensemble des activités de l'Université.

Le résultat 2012 avant répartition selon la convention d'objectifs liée aux financements cantonal, fédéral et intercantonal confondus, dégage quant à lui un solde positif de 6 millions de francs, dont 1,5 million est restituable à l'Etat.

Pour toute information complémentaire : Mme Ivana Vrbica, directrice de l'unité de l'enseignement supérieur, DIP, ☎ 022 546 69 15.

Aide financière en faveur de l'Institut supérieur de formation bancaire

Le Conseil d'Etat a accordé une aide financière annuelle de 122'562 francs à l'Institut supérieur de formation bancaire (ISFB). Cet institut fournit une plateforme de formation professionnelle spécialisée en offrant une palette de cours à la carte, de brevets et de diplômes permettant aux professionnels de la banque et de la finance de développer leurs compétences et de se perfectionner. De par son activité, l'ISFB joue un rôle déterminant dans le maintien de la compétitivité de la place financière genevoise et de sa pérennité.

Pour toute information complémentaire : M. Grégoire Evéquo, directeur général de l'office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue, DIP, ☎ 022 388 44 25.

Indexation des redevances d'amarrage, de dépôt des bateaux et d'installations sur les eaux publiques

Le Conseil d'Etat a adopté deux modifications réglementaires visant à indexer à l'indice genevois des prix à la consommation les redevances relatives, d'une part, à l'amarrage et au dépôt des bateaux, d'autre part aux installations réalisées sur ou en bordure des eaux publiques. L'indexation bisannuelle prévue par les dispositions légales concernées est ainsi appliquée.

Sont modifiés en ce sens le règlement sur l'occupation des eaux publiques (ROEP), de même que le règlement d'application de la loi sur la navigation dans les eaux genevoises (RNav). Ce dernier règlement voit par ailleurs ses tarifs indiqués hors TVA, afin notamment de rationaliser le travail lors de la facturation.

Pour toute information complémentaire : M. Stefan Szeless, chef du service de la capitainerie cantonale, direction générale de la nature et du paysage, DIME, ☎ 022 388 55 01.

Modification de la liste hospitalière cantonale genevoise

Le Conseil d'Etat a adopté un avenant à la liste hospitalière cantonale, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2013. Cet avenant complète la liste hospitalière édictée en 2012 dans le cadre de l'entrée en vigueur du nouveau système fédéral de financement hospitalier, basé sur des forfaits par cas ou par journée.

Figurer sur la liste signifie que certaines prestations de l'établissement de soins concerné répondent à un besoin et que l'Etat verse une participation financière pour chaque personne hospitalisée, jusqu'à concurrence du nombre de cas fixé dans un mandat de prestations.

L'Etat et ses partenaires tirent un bilan positif de la collaboration instaurée en 2012, qui a permis à des Genevois au bénéfice de la seule assurance de base d'accéder à des prestations de soins délivrées par des établissements privés. Ils ont donc décidé de la reconduire en 2013, les prestations des cliniques privées genevoises et de leurs médecins répondant à un besoin de la population et permettant de soulager la division commune des Hôpitaux universitaires de Genève (HUG).

Globalement, les mandats de prestations conclus pour 2013 avec les établissements privés du canton, y compris la division privée des HUG, portent sur environ 2000 cas de soins aigus et plus de 6000 journées de psychiatrie. Au moins 50% de ces prestations sont réservées aux assurés sans couverture d'assurance complémentaire.

La liste hospitalière a été adaptée et complétée, notamment en raison des incertitudes liées au codage des cas ainsi que des impératifs de certaines prises en charge d'urgence. Quatre cliniques qui figuraient sur la liste en 2012, à savoir l'hôpital de la Tour – y compris sa filiale la clinique de Carouge –, la clinique générale Beaulieu, la clinique La Colline et la clinique des Grangettes, voient leurs mandats étendus aux prestations suivantes : cardiologie, orthopédie, gynécologie, obstétrique, uro-néphrologie et digestif. La nouvelle clinique Vert-Pré bénéficie en outre désormais d'un mandat de prestations dans le domaine de l'urologie. Le volume des prestations subventionnées varie en fonction des spécialités de chaque établissement.

Aucun changement n'a été apporté concernant la clinique Belmont, la maison de naissance La Roseaie et la division privée des HUG qui, dans le cadre de leurs mandats, continuent d'être cofinancées par l'assurance obligatoire des soins et par le canton.

Il convient de rappeler que les patients qui souhaitent se faire hospitaliser ailleurs que dans un établissement public médical genevois doivent s'informer au préalable auprès de leur assureur-maladie, de leur médecin et de l'établissement concerné afin de s'assurer que leur hospitalisation sera bien prise en charge.

Pour toute information complémentaire : M. Adrien Bron, directeur général de la santé, DARES, ☎ 022 5465026, M. Gilles Rufenacht, président de Genève-Cliniques, ☎ 022 305 01 59, ou Mme Laure Dedigama, directrice exécutive, direction générale des Hôpitaux universitaires de Genève, ☎ 022 372 60 96.

Prostitution, salons de massages et agences d'escorte : modifications du règlement

Suite à une récente modification légale, le Conseil d'Etat a modifié le règlement d'exécution de la loi sur la prostitution.

Ces modifications légales et réglementaires portent sur deux points. Premièrement, une base légale formelle est désormais donnée au fichier de la brigade des mœurs concernant les personnes qui se prostituent. Dans un souci de protection des données, il est également prévu que les coordonnées des personnes qui se prostituent ne soient transmises d'office qu'à l'administration fiscale cantonale et à l'office cantonal de la population. La transmission desdites données aux autres institutions et autres organismes susceptibles d'en

avoir besoin (hospice général, caisse cantonale de chômage, office cantonal de l'inspection et des relations du travail, assurances sociales) est maintenue, mais uniquement sur demande écrite et motivée.

D'autre part, afin de lutter plus efficacement contre les abus, notamment en matière d'usure, les nouvelles dispositions légales et réglementaires obligent les personnes responsables d'un salon de massages ou d'une agence d'escorte à remettre aux personnes qui se prostituent des quittances détaillées, avec indication des montants encaissés pour le loyer, les frais de publicité et toute autre prestation.

Pour toute information complémentaire : M. Nicolas Bolle, secrétaire général adjoint, DS, ☎ 022 327 92 11.

Meyrin : expropriation de servitudes croisées

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi déclarant d'utilité publique la réalisation d'un plan localisé de quartier (PLQ) situé entre l'avenue Casaï, le chemin De-Joinville, le chemin Terroux et le chemin des Sapins, sur le territoire de la commune de Meyrin.



Ce plan, adopté par le Conseil d'Etat le 3 mars 2010, prévoit notamment la construction de quatre bâtiments destinés au logement et au commerce. A ce jour, aucun des édifices du PLQ n'a été réalisé. Deux demandes en autorisations de construire ont été déposées, permettant de construire l'un des bâtiments précités pour un potentiel de quarante logements. Sa réalisation est toutefois compromise par l'existence de servitudes de restriction au droit de bâtir en faveur de propriétaires de parcelles situées à l'extérieur du périmètre du PLQ.

A l'heure où notre canton connaît une importante pénurie de logements, le Conseil d'Etat estime qu'une telle situation n'est pas admissible. C'est pourquoi, face au refus des propriétaires de renoncer à leurs servitudes, le Conseil d'Etat entend soumettre ce projet de loi au Grand Conseil, la déclaration d'utilité publique permettant au besoin de décréter l'expropriation des servitudes empêchant la construction de ces logements.

Il est à relever que le PLQ exige une part prépondérante de logements d'utilité publique (60% de l'ensemble).

Pour toute information complémentaire : M. Francesco Perrella, directeur, office du logement, DU, ☎ 022 546 65 43.

Nouveau potentiel de logements à Bardonnex



Le Conseil d'Etat a transmis au Grand Conseil un projet de loi modifiant les limites de zones sur le territoire de la commune de Bardonnex. Ce projet propose la création d'une zone de développement 4B (zone rurale destinée aux maisons d'habitation) d'une superficie de 10'019 m² dans l'extension est du village de Croix-de-Rozon, de part et d'autre du chemin des Forches. L'ensemble de ce périmètre se trouve actuellement en zone agricole, dont une parcelle est occupée par un ancien corps de ferme transformé en habitation

Ces terrains ont perdu leur vocation agricole et sont constitués de surfaces engazonnées et d'un verger.

Parallèlement à ce projet de modification des limites de zones, un projet de plan localisé de quartier proposant la création de trois immeubles de logement, sis sur le versant sud du chemin des Forches, est en cours d'adoption par le Conseil d'Etat. L'enquête publique a été ouverte du 6 juillet au 7 septembre 2012. En outre, le Conseil municipal de la commune de Bardonnex a préavisé favorablement ce projet à l'unanimité en date du 18 décembre 2012.

Pour toute information complémentaire : M. Vincent Delabrière, directeur des plans d'affectation et requêtes, office de l'urbanisme, DU, ☎ 022 546 73 13.

Plan-les-Ouates : approbation du plan directeur des chemins pour piétons



Le Conseil d'Etat a approuvé le plan directeur des chemins pour piétons de la commune de Plan-les-Ouates. Le plan prévoit d'améliorer le maillage des chemins pour piétons avec les équipements de la plaine de l'Aire (école supérieure Ella-Maillart, centre sportif des Cherpines), de décloisonner la zone industrielle (ZIPLO) et d'anticiper les futurs aménagements (développement de la plaine de l'Aire, urbanisation du quartier de La Chapelle-Les Sciens, future halte CEVA à Carouge-Bachet).

Des propositions d'aménagement viennent aussi renforcer les liaisons avec les secteurs d'Arare et de Saconnex d'Arve. Un travail de décloisonnement des quartiers d'habitations, actuellement situés en impasse, a été mené, tout comme une réflexion sur le passage des cheminements piétonniers au-dessus de l'autoroute de contournement.

Pour toute information complémentaire : Mme Laetitia Cottet, architecte paysagiste, direction des grands projets, office de l'urbanisme, DU, ☎ 022 546 73 73.

Veyrier : la mobilité du futur quartier des Grands-Esserts en cours d'analyse



En réponse à une [motion demandant la mise en place d'infrastructures de transports avant le déclassement de terrains dans le cadre du grand projet des Grands-Esserts](#), le Conseil d'Etat a indiqué au Grand Conseil que toutes les mesures seront prises pour l'arrivée des premiers habitants.

Une étude de faisabilité est actuellement en cours concernant la mise en place d'un bus à haut niveau de service depuis les gares CEVA de Champel-Hôpital et Lancy-Pont-Rouge jusqu'aux Grands-Esserts-Veyrier. Le résultat de cette étude sera connu au mois de juin 2013.

Par ailleurs, des mesures visant à garantir la fluidité de la circulation dans le périmètre et l'intégration d'infrastructures de mobilité douce sont également étudiées.

Pour toute information complémentaire : M. Benoît Pavageau, directeur des transports collectifs, direction générale de la mobilité, DIME, ☎ 022 546 78 03.

Adoption des plans généraux d'évacuation des eaux de Puplinge et de Céligny



Le Conseil d'Etat a adopté les plans généraux d'évacuation des eaux (PGEE) des communes de Puplinge et de Céligny.

Le PGEE – qui remplace le plan directeur communal des égouts datant de 1973 pour Puplinge et de 1979 pour Céligny – est un outil communal de planification de l'assainissement des eaux qui traite de la gestion et de l'évacuation des eaux usées et pluviales. Il fixe dans un plan d'actions l'ensemble des mesures à réaliser sur le territoire communal en matière d'assainissement des eaux à l'horizon des quinze à vingt prochaines années.



La commune de Puplinge a réalisé son PGEE conjointement avec celui des communes voisines de Gy, Meinier et Presinge, dont les PGEE ont été adoptés en 2012 (voir [point de presse du 9 mai 2012](#)). La finalisation du PGEE de Puplinge a été repoussée dans l'attente d'une décision concernant la réalisation d'un

bassin de rétention centralisé permettant de gérer les eaux pluviales du village. Un ouvrage de rétention de 1800 m³ sera finalement réalisé en lien avec le développement du plan localisé de quartier de la rue de Frémis. Puplinge devra également procéder à la réparation ou la reconstruction d'un certain nombre de tronçons de collecteurs en mauvais état ou en sous-capacité hydraulique.

En raison de sa situation géographique, la commune de Céligny n'a pas réalisé son PGEE en groupement intercommunal. Les principaux investissements de Céligny concerneront le remplacement d'un réseau d'évacuation des eaux usées situé le long de la route de Suisse et de la réparation ou de la reconstruction d'un certain nombre de tronçons de collecteurs en mauvais état.

Avec les communes de Gy, Meinier, Presinge, Bellevue, Genthod, Pregny-Chambésy (voir [point de presse du 27 juin 2012](#)) et Collex-Bossy (voir [point de presse du 13 mars 2013](#)), dont les PGEE ont déjà été adoptés, neuf des quarante-cinq communes du canton disposent désormais d'un tel outil.

*Pour toute information complémentaire : M. Frédéric Bachmann, service de la planification de l'eau, DIME,
☎ 022 546 74 26.*

Céligny : élection tacite d'une conseillère municipale

Le Conseil d'Etat a proclamé Mme **Sabine Chassot Leiglon** élue sans scrutin à la fonction de conseillère municipale de la commune de Céligny.

Suite à la démission de Mme Doris Chow, le Conseil d'Etat avait fixé la date de l'élection complémentaire d'un-e conseiller/ère municipal-e de la commune de Céligny au 9 juin 2013, avec un délai de dépôt des listes de candidatures au 18 mars 2013 (voir [point de presse du 20 février 2013](#)).



Une seule liste de candidature a été déposée dans le délai prescrit au service des votations et élections, portant le nom de Mme Sabine Chassot Leiglon. L'élection complémentaire devient dès lors tacite.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA
☎ 022 327 95 09.*

Modalités de l'élection complémentaire d'un adjoint dans la commune d'Aire-la-Ville



Deux candidatures ont été déposées au service des votations et élections pour l'[élection complémentaire d'un adjoint au maire dans la commune d'Aire-la-Ville, le 9 juin 2013](#).

L'élection sera donc ouverte et se déroulera selon les modalités prévues par la [nouvelle constitution de la République et canton de Genève](#), qui entre en vigueur le 1^{er} juin 2013.

Selon l'article 55, alinéa 2 nCst-GE, « sont élus au premier tour les candidates ou les candidats qui ont obtenu le plus de voix, mais au moins la majorité absolue des bulletins valables, y compris les bulletins blancs. ». L'article 55, alinéa 3 nCst-GE précise que « si un second tour de scrutin est nécessaire, il a lieu à la majorité relative ».

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA
☎ 022 327 95 09.*

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
11 avril 10h00	Présentation du compte 2012 de l'Etat de Genève	Salle de l'Alabama 2, rue de l'Hôtel-de-Ville 1204 Genève	CE	Roland Godel ☎ 022 327 98 07
18 avril 18h45	Sixième édition du cycle de conférences intitulé « Protéger, conserver, transformer le patrimoine »	Les Salons 6, rue Bartholoni 1204 Genève	DU	Rafaèle Gross ☎ 022 327 94 24 ou 076 313 01 25
2 mai 10h00	Lancement de l'appel d'offre aux investisseurs pour le site de la Caserne des Vernets	Pavillon Sicli 45, route des Acacias 1227 Acacias	DU	Rafaèle Gross ☎ 022 327 94 24 ou 076 313 01 25